

dollars, dont 80 millions seront affectés aux frais d'immobilisations.

J'aurais aimé qu'un montant additionnel soit accordé à nos corps de cadets. Ces mouvements de jeunes, de 13 à 18 ans, n'ont bénéficié d'aucune augmentation d'allocations depuis 10 ans, ne touchant encore que \$3 par année. Il me semble que nous devrions réviser complètement notre politique relative aux corps de cadets. Au fait, il s'agit d'adolescents qui adhèrent volontairement à ce mouvement parce qu'ils désirent acquérir de la discipline, des qualités de chef, le respect de l'autorité et de soi-même. Il me semble qu'on devrait réviser les mesures relatives à ces chefs de demain. Il me semble que nous devrions songer à doubler le montant de \$3 par année, à condition que le jeune participe à la parade annuelle.

• (2050)

De plus, il me semble que nous pourrions aider à défrayer le coût de location de salles d'écoles, parce que ces jeunes se réunissent d'une à trois fois, toutes les semaines. Ils sont obligés de défrayer le coût de location de salles, à même leur budget qui est très minime.

J'ai en main une lettre du major Guy-E. Méthot, de l'escadrille 687, qui traite du budget. Cette escadrille est composée de 170 cadets, et son budget total est de \$800. Les cadets se sont réunis trois fois par semaine, mais ils ont actuellement à combler un déficit de \$2,800. Ces jeunes sont obligés de solliciter des fonds de toutes sortes de façons. Il me semble qu'au cours de l'été, le ministère devrait songer sérieusement à réviser sa politique et accorder également des subventions aux cadettes qui, même si elles sont acceptées en principe, ne bénéficient pas de l'allocation annuelle de \$3 versée aux cadets.

Monsieur le président, cela m'est très cher. A mon avis, le programme «Perspectives-Jeunesse» répond à un besoin, mais il ne faudrait pas non plus oublier ou sous-estimer le rôle joué par les cadets.

Je voudrais faire une dernière suggestion, en ce qui a trait aux ministères des Travaux publics et de l'Environnement. Je me fais le porte-parole de plusieurs de mes collègues dont les circonscriptions côtoient les rivières des Prairies et des Mille-Îles.

Depuis, environ 25 ans, nous demandons la canalisation des rivières des Prairies et des Mille-Îles, dans le but d'éviter que des situations désagréables se produisent tous les printemps.

Cette année, nous prévoyons qu'il se produira des inondations considérables sur tous les terrains longeant les rivières des Prairies et des Mille-Îles.

En ce qui a trait au ministère des Travaux publics ou de l'Environnement, j'aurais été bien heureux si des crédits avaient été consacrés à ces travaux qui, à mon avis et de l'avis de tous les autres députés, sont d'une grande priorité pour ce secteur.

[Traduction]

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je prends la parole au cours du débat sur le budget en regrettant de ne pas avoir pu le faire dans des circonstances différentes. L'amère déception ressentie par les Canadiens commence à filtrer. Dans les éditoriaux, les remarques sur le budget sont loin d'être élogieuses. Il règne un sentiment d'insatisfaction et de confusion et, dans certains milieux, de colère pure et simple.

Le courrier que j'ai reçu depuis le budget reflète ces sentiments. Dans une lettre, un étudiant travaillant à un

Le budget—M. Kempling

projet scolaire me demande d'expliquer ce que le gouvernement fait pour diminuer le chômage. L'auteur d'une autre lettre me dit qu'il s'est rendu dans une banque pour faire un emprunt aux termes de la loi sur les prêts aux petites entreprises. Il s'est fait dire que la banque ne prêtait pas d'argent en vertu de cette loi car le taux d'intérêt était trop bas et que la banque ne pouvait faire de profit au taux fixé par la loi.

Les représentants de nombreuses industries secondaires ont demandé des renseignements au sujet des réductions tarifaires afin de savoir si elles sont un indice d'autres réductions qu'on négociera à la conférence du GATT. Il est regrettable que le ministre des Finances (M. Turner) ne se soit pas renseigné auprès des associations d'agriculteurs qui seront touchées par les réductions tarifaires sur les légumes et fruits frais. Nous soupçonnons même que le ministre des Finances n'a même pas consulté le ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Je vous cite un passage d'une lettre que j'ai reçue du propriétaire d'une petite entreprise de fabrication dans ma circonscription:

On nous signale que le budget vise à réduire le tarif sur les jouets finis alors qu'il ne prévoit pas de changement tarifaire sur les composantes qui nécessitent une autre fabrication. Si tel est le cas, le gouvernement favorise donc les importateurs de jouets finis au détriment des fabricants du pays. L'industrie du jouet en est une de main-d'œuvre, ce qui, je crois, est un actif pour la collectivité et le pays.

Voilà quelques-unes des lettres que j'ai reçues, monsieur l'Orateur. Je suis persuadé que vous savez, comme tout le monde d'ailleurs, que plusieurs de nos industries et fabriques du secteur secondaire ne se sont pas remises de la réduction accélérée des tarifs en 1972, réduction qu'on avait présentée comme une mesure de lutte contre l'inflation. J'ai eu plusieurs entretiens avec mes commettants au sujet du petit jeu du gouvernement et du NPD dans le domaine de la réduction de l'impôt des sociétés et de l'amortissement accéléré prévus dans le budget de mai 1972. Est-ce dans le budget ou non? D'aucuns prétendent que oui, d'autres non.

• (2100)

Une voix: C'est un tour d'escamotage.

M. Kempling: Exactement, c'est de l'escamotage. Mais quel jeu à jouer avec les gens qui créent l'emploi. D'après une nouvelle parue dans les journaux, le chef néo-démocrate aurait dit qu'il ne voulait pas faire le chien du jardinier au sujet de l'amortissement accéléré.

Une voix: Il veut faire l'âne du meunier.

M. Kempling: J'ai entendu d'autres qualificatifs que «le chien du jardinier» appliqués à ce député, mais je ne pourrais les répéter ici. Les hommes d'affaires avec lesquels je me suis entretenu étaient irrités. Ils espéraient tous un budget plus expansionniste, auquel le monde des affaires pourrait se raccrocher pour commencer à manifester de la confiance en l'avenir. Nous aurions certes présenté un budget beaucoup plus audacieux et dynamique, qui se serait attaqué vraiment au chômage et à l'inflation.

Le gouvernement est condamné par le monde des affaires parce qu'il a négligé de faire face aux réalités actuelles. C'est le septième budget du gouvernement qui était censé régler les problèmes du chômage et de l'inflation. Le gouvernement semble manquer de résolution et d'esprit d'initiative. C'est une façon spéciale d'aborder l'économie épurée par le député de York-Sud (M. Lewis).

Le principe directeur de ce budget semble être le suivant: en réduisant l'impôt sur le revenu de 5 p. 100, en